

# La MACÉDOINE



La Macédoine (25 713 km<sup>2</sup>, 2 023 000 hab. au recensement de 2002), petit État montagneux situé au cœur des Balkans, est indépendante depuis septembre 1991, au moment où elle s'est séparée de la Yougoslavie, dont elle constituait depuis 1945 l'une des six républiques fédérées. Cette sécession, intervenue quelques mois après celles de la Slovénie et de la Croatie et peu avant celle de la Bosnie-Herzégovine, s'est effectuée sans violence. Toutefois, outre les problèmes liés à la transition postcommuniste (passage à la démocratie pluraliste et à l'économie de marché), la Macédoine a connu deux types de difficultés, les unes liées à la question de la minorité albanaise, les autres issues de l'environnement géopolitique. Parmi ces dernières figure l'opposition de la Grèce à l'usage par le nouvel État du nom de Macédoine, dont elle considère qu'il fait partie de son propre patrimoine historique. Du fait de cette opposition, la Macédoine n'a été admise à l'O.N.U. qu'en 1993, et sous le nom provisoire d'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (A.R.Y.M. ; en anglais F.Y.R.O.M., Former Yugoslav Republic of Macedonia). Cette « querelle du nom », gérée par l'O.N.U., n'est toujours pas résolue.

## • Un pays montagneux

La Macédoine comporte deux ensembles de montagnes. Celles de l'ouest, qui appartiennent au système dinarique, culminent à 2 764 mètres dans le Korab. Elles sont aérées par des bassins d'effondrement où s'inscrivent les plaines du Polog et de Pélagonie, les lacs d'Ohrid et de Prespa. Celles de l'est, relevant du système du Rhodope, s'élèvent à 2 250 mètres dans l'Osogovo et comportent également des dépressions dont les principales sont l'Oŭce polje et le bassin de Strumica. Entre ces deux ensembles s'inscrit la vallée du Vardar qui, prolongée au nord, en Serbie, par celle de la Morava, constitue le principal axe de communication routier et ferroviaire reliant l'Europe centrale à la Grèce. Du fait de son relief, le territoire de la Macédoine ne comporte que 23p. 100 de terres arables.



Le climat allie la rigueur continentale des hivers et la chaleur méditerranéenne des étés : Skopje, à 260 mètres d'altitude, enregistre une température moyenne de 0,5 0C en janvier, 24,8 0C en juillet. Les précipitations, assez faibles, n'atteignent pas 600 mm dans les bassins et ne dépassent 1 200 mm que sur les montagnes occidentales les plus élevées.

## • Une population composite

La majorité (64,2p. 100) des habitants de la Macédoine sont des slaves, chrétiens orthodoxes, linguistiquement proches des Bulgares. Ils ont été le dernier groupe ethnique des Balkans à s'affirmer en tant que nation, dynamique identitaire qui fut concurrencée, dans la première moitié du xxe siècle, tantôt par des efforts de serbisation lorsque la région fut rattachée à la Serbie (1912-

1915) puis au Royaume de Yougoslavie (1918-1941), tantôt par des efforts de bulgarisation lorsqu'elle fut occupée par la Bulgarie au cours des deux guerres mondiales (1915-1918 ; 1941-1944). Le régime de Tito, soucieux à la fois de contrer les prétentions bulgares et de réduire le volume de la Serbie afin de réaliser une fédération yougoslave plus équilibrée, créa en 1945 une République de Macédoine, reconnut une nation macédonienne et favorisa la mise au point, à partir de la complexité dialectale, d'une langue macédonienne standard qui devint dès lors la principale langue d'enseignement.

Les Albanais, un demi-million de personnes, soit le quart de la population totale, musulmans pour la plupart, constituent la principale minorité. Concentrés dans l'ouest du pays, où ils sont majoritaires, ils forment aussi 20p. 100 de la population de l'agglomération de Skopje, la capitale. Bien qu'une partie d'entre eux ait émigré en Turquie dans les années 1950 en même temps que des Turcs locaux (en se déclarant eux-mêmes Turcs) en vertu d'accords passés entre la Yougoslavie et la Turquie, leur poids dans la population totale a augmenté à nouveau du fait d'un taux d'accroissement naturel supérieur. Les autres minorités sont les Turcs (3,9p. 100), les Roms (2,7p. 100), les Serbes (1,8p. 100), les Valaques ou Aroumains (de langue latine proche du roumain, autrefois éleveurs transhumants, 0,5p. 100) et les Macédoniens musulmans slavophones (0,8p. 100), localement nommés Torbeši (littéralement les « porte-besace »), mais recensés en 2002 sous l'étiquette de Bosniaques après l'avoir été, dans la Yougoslavie socialiste, sous celle de Musulmans.

L'indépendance de la Macédoine a soulevé de nouveaux problèmes entre Macédoniens et Albanais, deux communautés dont les relations étaient auparavant paisibles, mais distantes. Les premiers, en effet, redoutaient et surestimaient la prolifération et le séparatisme albanais, tandis que les seconds se plaignaient d'être traités en citoyens de seconde zone, quasi exclus de l'emploi public et des études supérieures. Bien que chaque majorité de gouvernement ait associé un parti à électoralat macédonien et un parti à électoralat albanais, ces problèmes ne furent pas résolus et entraînèrent l'insurrection albanaise de 2001, à laquelle l'accord d'Ohrid mit fin en août de la même année.

Cet accord débouche sur une réforme de la Constitution : les Albanais sont reconnus comme la seconde nation constitutive de l'État, leur langue est employée officiellement et enseignée dans toutes les collectivités où ils forment au moins 20p. 100 de la population (même chose pour les autres langues minoritaires), leur part dans l'emploi public (notamment dans la police) devra être proportionnel à leur nombre, le découpage communal est révisé, les compétences et les ressources budgétaires des municipalités sont accrues.

### • Une transition économique difficile

Dans le cadre de la Yougoslavie socialiste, la Macédoine était officiellement considérée comme attardée et recevait à ce titre l'aide d'un fonds fédéral consacré au développement, au même titre que la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et le Kosovo. Bénéficiaire en outre d'une aide internationale importante à la suite du séisme qui détruisit Skopje en 1963, elle a accru sa part du P.I.B. yougoslave mais non son niveau de P.I.B./habitant par rapport à la moyenne de la fédération, du fait de sa croissance démographique alors rapide.

La Macédoine a connu à cette époque un exode rural et une croissance urbaine intenses, développé des spécialisations agricoles subtropicales (tabac, riz, coton, sésame), ouvert des mines de plomb et de zinc à Kratovo et Zletovo, de chrome à Raduša, de fer à Tajmište, créé diverses industries : sidérurgie à Skopje, métallurgie non ferreuse, mécanique, textile. D'un développement rapide, elle est toutefois passée à une quasi-stagnation dans les années 1980, du fait de la crise du modèle yougoslave : dette extérieure excessive, division du travail et économies d'échelles insuffisantes entre républiques, investissements peu efficaces. Le chômage, jamais résorbé, atteignait 20p. 100 en 1990, malgré une importante émigration économique, légalisée depuis 1965, à destination de

l'Europe occidentale, de l'Amérique et de l'Australie.

La Macédoine a basculé ensuite dans une profonde crise économique liée à la disparition du marché yougoslave, à l'embargo infligé par l'O.N.U. à la République fédérale de Yougoslavie (1992-1996), à l'embargo grec contre elle-même (1994-1995), situation qui a stimulé le développement de trafics illicites. Le pays a connu de nouvelles difficultés en 1999, lorsqu'il a dû héberger provisoirement quelque 300 000 réfugiés du Kosovo, puis avec l'insurrection albanaise de 2001. La situation a commencé à s'améliorer ensuite. Toutefois, le P.I.B. ne représente en 2004 que 80p. 100 de celui de 1989, les investissements étrangers demeurent modestes, les exportations ne couvrent que 60p. 100 des importations et le chômage touche officiellement 38p. 100 de la population active (même si une bonne part de ces chômeurs travaillent dans l'économie informelle, elle-même estimée à 37p. 100 du P.I.B. dans les années 2000. Dans ces conditions, l'émigration demeure importante et une partie des campagnes est désertée. En 2006 et 2007, la flambée mondiale des cours des métaux suscite des investissements étrangers et relance l'activité minière. La nouvelle perspective, qui rassemble l'opinion publique au-delà des clivages interethniques, est celle de l'intégration européenne : la Macédoine, ayant engagé des réformes appropriées, a obtenu en décembre 2005 le statut de candidate à l'Union européenne.

Michel ROUX

## 2. Histoire

Intégrée à l'Empire ottoman dès la fin du xive siècle, la Macédoine perd son autonomie religieuse en 1767 avec l'abolition de l'archevêché d'Ohrid à la suite des pressions du patriarcat grec de Constantinople, qui voit d'un mauvais œil la concurrence de l'orthodoxie slave. Pour retrouver un peu d'autonomie, des Macédoniens créent une Église uniate liée au Vatican en 1859.

Dans la seconde moitié du xixe siècle, avec le réveil des nationalités dans les Balkans, la conscience macédonienne commence à se développer. Elle est, dès le départ, divisée en deux courants. La branche majoritaire, jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, milite pour une grande Bulgarie. Les minoritaires, développant le thème de la spécificité macédonienne, refusent la mainmise du « grand frère » bulgare et luttent pour une grande Macédoine unifiée.

En 1876, peu avant la guerre russo-turque (1877-1878), la première insurrection macédonienne antiottomane a lieu à Razlovci. Après la défaite ottomane de 1878, la Russie impose, lors du traité de San Stefano le 3 mars 1878, la création d'une grande Bulgarie incluant la majeure partie de la Macédoine géographique. Mais, peu après, l'Angleterre, inquiète de l'expansion russe dans les Balkans et dans le Caucase, impose une révision de San Stefano lors du congrès de Berlin (juin-juillet 1878). La Macédoine retourne dans le giron ottoman, ce qui est la cause de l'insurrection de Kresna en 1878-1879.

Alors que le sultan ottoman Abdul-Hamid II refuse d'appliquer les réformes destinées à améliorer le statut des chrétiens (Macédoniens et Arméniens), cinq révolutionnaires macédoniens fondent le 23 octobre 1893 à Salonique l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (O.R.I.M.) : Damian Gruev, Petar Paparsov, Hristo Batanziev, Andon Dimitrov et Ivan Hadžinikolov. Les fondateurs de l'O.R.I.M. se fixent pour objectif l'autonomie de la Macédoine. Dès 1896, l'O.R.I.M. couvre la Macédoine d'un réseau de comités révolutionnaires dont les membres vont prendre le nom de *comitadjis*. Parallèlement, les Macédoniens de Bulgarie s'organisent, soutenus par le jeune royaume bulgare. Ils font passer armes et volontaires en Macédoine ottomane, « bulgarisant » ainsi la lutte macédonienne.

À partir du printemps de 1895, l'O.R.I.M. organise à chaque printemps des insurrections locales et,

à partir de 1897, enlève des Occidentaux. Cette dérive terroriste se traduit aussi par l'assassinat de commerçants grecs et valaques dès 1899. En 1902, l'O.R.I.M. rompt avec les Bulgares, qui poussent à la révolte des populations impréparées.

En avril 1903, les anarchistes macédoniens du groupe des Bateliers organisent une série d'attentats à Salonique, faisant une centaine de victimes. Finalement, le 2 août 1903, l'O.R.I.M. lance l'insurrection d'Ilinden (Saint-Élie) dans la vilayet de Bitola (Monastir), proclamant le lendemain la république de Krouchevo, véritable acte de naissance du nationalisme macédonien indépendant. Une douzaine de jours plus tard, la révolte est noyée dans le sang par les troupes ottomanes.

Désormais, la question macédonienne s'internationalise. Les puissances (Russie, Autriche-Hongrie) obligent le Sultan à signer les accords de Mürzsteg le 25 novembre 1903. Une administration internationale double l'administration turque jusqu'en 1908, alors que les *comitadjis* se heurtent désormais aux bandes armées grecques qui revendiquent le rattachement de la Macédoine au royaume de Grèce. Par ailleurs, dès 1906, les deux factions de l'O.R.I.M. (l'une bulgarophile, l'autre grand-macédonienne) s'affrontent et les attentats se multiplient en Bulgarie même.

Avec la révolution jeune-turque (1908), les combats s'arrêtent et la Macédoine envoie quatre députés au Parlement d'Istanbul. Mais l'année suivante, les nouvelles autorités turques interdisent toutes les organisations macédoniennes.

C'est finalement l'alliance antiturque des royaumes de Grèce, de Bulgarie et de Serbie qui va sceller le sort de la Macédoine. Après les deux guerres balkaniques (octobre 1912-août 1913), la Macédoine est partagée au traité de Bucarest, le 10 août 1913 : 51p. 100 du territoire reviennent à la Grèce (l'Égée), 38p. 100 à la Serbie (Macédoine du Vardar), 10p. 100 à la Bulgarie (Macédoine du Pirin) et 1p. 100 à l'Albanie. Les populations slaves macédoniennes sont alors hellénisées, serbisées et bulgarisées alors que les allogènes sont renvoyés dans leurs « mères patries ».

Profitant de la Première Guerre mondiale, les armées bulgares pénètrent, en octobre 1915, dans les Macédoines égéenne et du Vardar, d'où elles sont chassées en septembre 1918. À partir de ce moment, la Macédoine du Vardar, correspondant à l'actuelle république de Macédoine (25 713 km<sup>2</sup>) sera totalement associée à l'histoire de la Yougoslavie. En mai 1941, elle est démembrée au profit de la Bulgarie et de l'Albanie, deux alliés de l'Axe.

En novembre 1943, les partisans de Tito posent le principe d'une Yougoslavie fédérale dont les Macédoniens seraient un des peuples constitutifs. Le 2 août 1944, les partisans macédoniens titistes réunissent la première session du Conseil antifasciste de libération nationale de Macédoine, acte fondateur de la république de Macédoine. Ce conseil se transforme en Assemblée nationale en avril 1945, et, un mois plus tard, l'alphabet macédonien est adapté du cyrillique dans une variante proche du serbe pour mieux se différencier de la Bulgarie.

Aux frontières méridionales de la jeune République socialiste fédérée de Macédoine, la guerre civile grecque éclate en 1946. Parmi les troupes rebelles communistes se trouvent de nombreux membres de la minorité slavo-macédonienne de Grèce. Jusqu'en 1949, les maquis communistes vont recevoir l'aide de Skopje et de Belgrade. Après la défaite du Parti communiste grec, les Slavo-Macédoniens grecs se réfugient en Macédoine et fondent le puissant lobby des « Égéens ».

Chemin faisant, la Macédoine se dote des attributs de sa spécificité nationale. En octobre 1958, l'archevêché d'Ohrid est rétabli, et en juillet 1967, l'Église macédonienne proclame son autocéphalie. Dans le domaine culturel, on assiste à la création de l'université de Skopje en avril 1949, de l'Académie des arts et des sciences en février 1967 et de l'université de Bitola en mars 1979.

Le 26 juillet 1963, un violent séisme détruit Skopje. La Macédoine reçoit alors une aide

internationale et fédérale lui permettant de sortir de son sous-développement.



À partir de 1989, la république de Macédoine doit faire face à la décomposition de la Yougoslavie. Une fragile démocratisation a permis au cours des deux années précédant la disparition de la Fédération l'apparition de partis politiques : Action macédonienne et reconstitution de l'O.R.I.M. pour les nationalistes ; Parti de la prospérité démocratique (P.Pr.D.) et Parti populaire démocratique (P.P.D.) pour la minorité albanaise ; et division de l'ancienne Ligue des communistes de Macédoine en trois formations assez proches (Alliance sociale démocrate de Macédoine, A.S.D.M. ; Parti libéral, P.L. ; et Parti socialiste de Macédoine, P.S.M.). Comme dans les autres républiques de Yougoslavie, la Macédoine organise ses premières élections libres en novembre-décembre 1990. L'O.R.I.M. obtient le groupe parlementaire le plus important, mais ne peut s'opposer à la coalition des trois partis ex-communistes soutenus par les deux partis albanais. Le Parlement élit Kiro Gligorov à la présidence de la République en janvier 1991. Proche de Tito, apparatchik ayant fait toute sa carrière à Belgrade, Gligorov a tout tenté, en 1991, avec le président bosniaque Alija Izetbegović, pour sauver la Fédération yougoslave.

Pour la première fois de son histoire, la Macédoine du Vardar accède à l'indépendance, mais dans un contexte particulièrement défavorable. Après le référendum du 8 septembre 1991, le Parlement adopte le 17 novembre suivant la nouvelle Constitution, qui proclame l'indépendance et la souveraineté du pays. Alors que la guerre fait rage en Croatie et se rapproche de la Bosnie, le président Gligorov obtient sans heurt le départ de l'armée fédérale durant l'hiver 1991-1992.

### **3. La Macédoine indépendante**

Contrairement aux autres républiques de l'ex-Yougoslavie, la Macédoine aura du mal à obtenir sa reconnaissance internationale malgré l'avis favorable de la commission Badinter (commission d'arbitrage sur la reconnaissance des républiques de l'ex-Yougoslavie) en janvier 1992. La Grèce s'oppose à sa reconnaissance, car elle craint des visées irrédentistes de la Macédoine : affaire du drapeau (la Macédoine a utilisé dans un premier temps le soleil de Verghina, emblème de la dynastie macédonienne antique), du nom (la Grèce estime que le terme Macédoine ne s'applique qu'à sa province du Nord) et de deux articles de la Constitution faisant référence à la Grande Macédoine. Skopje doit donc attendre le 8 avril 1993 pour être admise à l'O.N.U. sous le nom de F.Y.R.O.M. (Former Yugoslav Republic of Macedonia). Athènes ne renonce pas et décrète unilatéralement le blocus de la Macédoine le 16 février 1994. Mais, isolée diplomatiquement, la Grèce accepte de lever l'embargo en octobre 1995 à la condition que Skopje change de drapeau. Cette difficile reconnaissance a pénalisé la Macédoine en la tenant à l'écart des organismes politiques et économiques internationaux ; ce fait, lié au blocus, a favorisé l'émergence d'une économie « grise », voire mafieuse.

Outre les dangers extérieurs qui ont conduit les États-Unis à envoyer des casques bleus américains en Macédoine dès juillet 1993, c'est le problème de la minorité albanaise qui risque de déstabiliser le pays de l'intérieur.

Les recensements de 1991 et 1994 comptabilisent 23p. 100 d'Albanais pour 66p. 100 de Macédoniens (les autres minorités sont par ordre d'importance les Turcs, les Tsiganes, les Serbes et



les Valaques). Mais les Albanais contestent ces résultats et, forts de dizaines de milliers d'Albanais du Kosovo vivant plus ou moins illégalement en Macédoine, ils déclarent représenter 40p. 100 de la population et revendiquent la moitié du pouvoir. Dès janvier 1992, ils organisent un référendum unilatéral en Macédoine occidentale, où ils sont largement majoritaires pour demander leur autonomie politique et territoriale. Les premiers affrontements interethniques font quatre morts à Skopje en novembre 1992. Par ailleurs, en décembre 1993, les extrémistes sécessionnistes tentent, en vain, avec l'aide de Tirana de prendre le contrôle du P.Pr.D. Devant leur échec, ils fondent l'année suivante le P.P.D.A.M. (Parti pour la prospérité démocratique des Albanais de Macédoine) qui, grâce à des financements occultes, renforce sa présence localement au point de faire jeu égal avec les modérés lors des élections municipales de novembre-décembre 1996. En février 1995, les Albanais inaugurent une université libre dans leur fief de Tetovo. L'arrestation des dirigeants de cette université sauvage entraîne de violentes manifestations au printemps de 1995 et à l'été de 1996. En janvier 1997, pour contrer cette opposition, le pouvoir macédonien, qui autorise depuis longtemps l'enseignement en albanais dans le primaire et le secondaire, l'élargit à l'école normale d'instituteurs. Cette fois, ce sont les étudiants macédoniens qui, en février 1997, manifestent quotidiennement dans Skopje, pour dénoncer la part trop belle faite aux Albanais. Ainsi, dès 1996, la rupture entre les deux communautés est consommée, et les troubles en Albanie au début de 1997 font courir de sérieux risques à l'intégrité de la république de Macédoine.

Comme dans l'ensemble des Balkans, la démocratisation ne s'opère pas sans difficultés en Macédoine. La coalition au pouvoir garde ses réflexes communistes, freine la liberté de la presse et utilise les privatisations à son propre bénéfice. Si à l'issue de l'élection présidentielle d'octobre 1994, Kiro Gligorov est réélu sans aucune contestation possible, il n'en est pas de même lors des législatives qui ont lieu en même temps. L'opposition fait état de fraudes et boycotte le second tour ; elle est donc absente du Parlement et tente de prendre sa revanche par des moyens extraparlimentaires.

À l'automne de 1995, les accords de paix en Bosnie et la reprise de relations normales avec la Serbie et la Grèce mettent en danger tous les groupes qui s'étaient enrichis grâce à l'embargo contre Belgrade, à la guerre en Bosnie et au blocus grec. D'autant que le président Gligorov, fort de la normalisation revenue, avait prévu un grand nettoyage dans le monde économique-politique. Le 3 octobre, il est grièvement blessé dans un attentat en plein centre de Skopje. Sa robuste constitution lui permet de reprendre ses fonctions dès janvier 1996. Mais sa succession est ouverte (il a soixante-dix-huit ans). En février 1996, les prétendants quadragénaires qui l'entourent se livrent une sourde bataille. C'est le P.L. qui en fait les frais en étant débarqué du gouvernement le 10 février 1996.

Aux élections municipales de novembre-décembre 1996, l'ensemble des partis au pouvoir subit une forte baisse d'influence. Si l'A.S.D.M. et le P.S.M. se maintiennent difficilement, le P.L. est laminé et les modérés albanais sont doublés par les extrémistes. En revanche, l'O.R.I.M. revient en force dans le jeu politique.

En janvier-février 1997, les négociations gréco-macédoniennes sur le nom du pays reprennent. Tous les six mois, les deux parties se rencontrent pour trancher un sujet qui perd de son importance au fur et à mesure que les pays reconnaissent Skopje sous le nom de Macédoine, comme les États-Unis en novembre 2004. Au début de 2008, ce problème n'était toujours pas réglé, sans que cela nuise aux échanges économiques entre les deux pays, puisque la Grèce est devenue l'un des premiers partenaires de la Macédoine.

Si la Macédoine a échappé aux guerres yougoslaves, elle a bien failli imploser sur la question albanaise. Les Albanais de Macédoine représente un quart de la population du pays. Depuis le début du xxe siècle, ils ont des velléités autonomistes, voire irrédentistes et indépendantistes. En 1996, une partie des Albanais du Kosovo choisissent la lutte armée contre l'oppression du régime

dictatorial serbe de Slobodan Milösevic. L'U.Ç.K. (Ushtria çlirimtare ë Kosovës-Armée de libération du Kosovo) organise des attentats dans la province, mais ses militants adeptes de la grande Albanie décident de déstabiliser la fragile Macédoine. Le 10 juillet 1997, Tetovo et Gostivar, villes majoritairement albanaises, se révoltent, réclamant une large autonomie. Le maire de Gostivar est condamné à treize ans de prison pour incitation à la haine interethnique. En représailles, l'U.Ç.K. commet plusieurs attentats dans les mois qui suivent. La situation se dégrade d'autant que le Kosovo bascule dans la violence et la guerre civile.

Le 3 juillet 1998, l'armée macédonienne se porte aux frontières du Kosovo et de l'Albanie pour empêcher l'infiltration de membres de l'U.Ç.K. qui réagit en faisant sauter, le 21, les commissariats de Kumanovo et de Skopje, ainsi que le train Athènes-Budapest. En novembre, l'opposition conservatrice de la V.M.R.O. (Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne), reconstitution du parti historique O.R.I.M., alliée à Alternative démocratique, un petit parti du centre gauche, gagne les élections et prend le pouvoir dans le cadre d'une coalition avec le Parti démocratique albanais (autonomiste) : Ljupco Georgievski, leader de la V.M.R.O., devient Premier ministre. Voulant calmer la situation, le gouvernement amnistie, en février 1999, neuf cents prisonniers albanais, dont les maires de Gostivar et Tetovo.

### • La Macédoine dans le conflit kosovar

La situation se détériore le 24 mars 1999, quand l'O.T.A.N. entre en guerre contre la Serbie et bombarde la région. Près de 300 000 Albanais kosovars se réfugient chez leurs « cousins » albanomacédoniens. Le pouvoir à Skopje s'inquiète de ce déséquilibre démographique entre les albanophones et les autres ethnies, d'autant que la police découvre d'importantes caches d'armes de l'U.Ç.K. en Macédoine même. Par ailleurs, quelques centaines d'Albano-macédoniens ont rejoint les rangs des partisans kosovars. En effet, les liens familiaux, sociaux et économiques étaient très forts, avant l'éclatement de la Yougoslavie, entre les Albanais du Kosovo et de Macédoine. Lors de l'autonomie du Kosovo (1974-1989), les élites albanomacédoniennes sont venues se former à l'université de Pristina et ont travaillé dans les structures étatiques autonomes du Kosovo. Enfin, les volontaires albanomacédoniens de l'U.Ç.K. sont tous issus de mouvements clandestins luttant illégalement en Macédoine yougoslave titiste pour la création d'une grande Albanie et pour le démembrement de la Macédoine.

Lors de la révolte étudiante de Pristina en mars-avril 1981, pour échapper à la répression, les militants kosovars et albanomacédoniens les plus radicaux se sont enfuis en Suisse et en Allemagne, où ils ont fondé des groupes irrédentistes qui formeront l'ossature des futurs U.Ç.K. et U.Ç.K.M. (Ushtria çlirimtare kombetare ë Maqedonise-Armée de libération nationale de Macédoine).

Au plus fort des bombardements de l'O.T.A.N. sur le Kosovo et la Serbie, Skopje ouvre un corridor humanitaire, le 5 mai 1999, pour faire passer les réfugiés kosovars. Mais, après l'accord de paix au Kosovo, le 9 juin, la très grande majorité des réfugiés vont rentrer chez eux en moins d'un mois, avec, parmi eux, les militants radicaux et les trafiquants albanomacédoniens désirant profiter des prébendes de l'U.Ç.K. qui vient de prendre le pouvoir dans la province et organise le nettoyage ethnique contre les minorités serbe, rom, ashkali (des Roms albanisés) et torbeši.

L'année 1999 se finit dans un calme relatif, avec l'élection à la présidence, en novembre, d'un nationaliste modéré de la V.M.R.O., Boris Trajkovski. Fin diplomate, il fait partie de la petite communauté protestante évangéliste macédonienne, ce qui a facilité les contacts avec l'administration américaine. Il mourra dans un accident d'avion au-dessus de la Bosnie, le 26 février 2004.

## • La Macédoine dans la guerre

Dès janvier 1998, l'U.Ç.K. avait déclaré que la Macédoine était « zone de guerre numéro deux » et y avait installé des caches d'armes et d'intendance. Mais, durant les bombardements de l'O.T.A.N. (mars-juin 1999), le mouvement ne souhaite plus déstabiliser la Macédoine qu'il utilise comme base arrière.

Après l'arrêt des bombardements de l'O.T.A.N. au Kosovo, les volontaires albanais venus de Macédoine et de Serbie méridionale envisagent de reproduire chez eux les actions de l'U.Ç.K., pensant obtenir à leur tour le soutien des Occidentaux et de l'O.T.A.N. Mais le contexte est différent. La Macédoine est une démocratie multiethnique où les Albanais disposent de ministres, de députés, de partis politiques, de média et d'écoles (et d'une université à partir de 2004). Quant à la Macédoine occidentale, majoritairement albanophone, elle est devenue prospère grâce à l'envoi des devises de l'importante diaspora et au commerce, légal et illégal, avec l'Albanie et le Kosovo. Par ailleurs, les pays voisins ne veulent en aucun cas d'une division de la Macédoine.

Le 20 janvier 2000, une nouvelle organisation armée fait son apparition en Macédoine : l'U.Ç.K.M., qui pose plusieurs bombes de janvier à mars.

Les volontaires albanais-macédoniens de l'U.Ç.K., rejoints par des soldats perdus de cette organisation, des militants irrédentistes en diaspora et des mafieux, décident alors de relancer la question albanaise pour parvenir à un « Dayton albanais », permettant la création d'un grand Kosovo, englobant les trois districts albanophones de la Serbie méridionale (Prësevo, Medvedja, Bujanovac) et tout l'ouest de la Macédoine. Au pire, ils se contenteraient de la transformation du pays en une confédération albanais-macédonienne, rejoints officieusement sur ce point par les partis politiques albanais de Skopje.

Le 22 février 2001, la Macédoine et la Serbie signent un accord sur le contrôle de leurs frontières pour empêcher tous passages de terroristes et de contrebandiers albanais. Le même mois cependant, l'U.Ç.K.M. occupe le village de Tanusevci à la frontière macédo-kosovare, puis d'autres villages aux alentours. Un cessez-le-feu est signé le 21 mars, mais, tout au long de l'année, il sera violé par l'U.Ç.K.M. En mai, cette organisation contrôle 10p. 100 du pays, des hauteurs de Skopje aux hauteurs de Tetovo, pratiquant le nettoyage ethnique en chassant plus de huit mille Macédoniens des territoires qu'elle contrôle qui ne sont pas tous rentrés en 2008.

La crise s'internationalise. L'O.T.A.N. et l'U.E. poussent le gouvernement à négocier. Le 11 mai, le Premier ministre forme un gouvernement d'union nationale avec les socialistes de l'Alliance sociale démocrate de Macédoine (A.S.D.M.) et les Albanais modéré du Parti de la prospérité démocratique (P.P.D.). Mais, le 23 mai, les partis albanais signent une déclaration commune avec la guérilla, la soutenant ainsi de facto. À la fin du mois, l'offensive de l'U.Ç.K.M. se développe vers l'est, sur la frontière serbo-macédonienne. Le 25 juin, les soldats de l'O.T.A.N. au Kosovo, la Kfor, organise la retraite des combattants albanais, en particulier ceux qui occupaient le village frontalier d'Aracinovo depuis le 10 juin et qui faisaient face à la contre-offensive de l'armée macédonienne. Le 5 juillet, les Occidentaux arrachent un cessez-le-feu fragile.

## • Les accords d'Ohrid

Finalement, un accord de paix est conclu à Ohrid le 8 août. L'albanais devient seconde langue officielle dans les districts où vivent au moins 20p. 100 d'Albanais ; la police devra compter un nombre d'Albanais équivalent à leur pourcentage national ; la Constitution est amendée, donnant certains droits de veto aux députés albanais ; la guérilla est désarmée et ses combattants amnistiés. Le 27 août, des soldats de l'O.T.A.N. désarment l'U.Ç.K.M., qui rend seulement une petite partie de son arsenal. Jusq'en novembre 2001, les extrémistes albanais continueront à commettre des



attentats. Le 5 juin 2002, Ali Ahmeti, responsable de la ligne politique de la guérilla, fonde l'Union démocratique pour l'intégration (B.D.I., Bashkim demokratik per integrim).

Le 15 septembre, la coalition V.M.R.O.-P.D.A. perd les législatives. Trois semaines plus tard, le socialiste Branko Crvenkovski forme son gouvernement avec, paradoxalement, les indépendantistes les plus durs du B.D.I. Dans la foulée, les socialistes remportent la présidentielle d'avril 2004 et Branko Crvenkovski passe de la fonction de Premier ministre à celle de président de la république. Le socialiste Hari Kostov dirige le gouvernement de juin à novembre 2004, avant d'être remplacé par un autre socialiste, Vlado Buckovski, jusqu'en août 2006. Confrontée à la volonté d'autonomie de la minorité albanaise, au décollage par trop limité de l'économie et à la persistance d'une profonde crise sociale (taux de chômage de 38p. 100 et 25p. 100 de la population au-dessous du seuil de pauvreté), la majorité de la population macédonienne exprime à travers son vote son inquiétude et son désarroi, tant par un taux élevé d'abstention que par une volonté systématique d'alternance, à l'instar, d'ailleurs, de la plupart des pays de l'Est européen. C'est ainsi que, lors des élections législatives du 5 juillet 2006, la coalition V.M.R.O.-P.D.A. revient aux affaires, avec Nikola Gruevski dont le gouvernement est entré en fonction le 27 août.

Quoi qu'il en soit, le pays reste fragile au niveau économique et ethnique. Alors que les dirigeants albanais se sont prononcés clairement pour l'indépendance du Kosovo, les responsables macédoniens n'ont pas vraiment pris officiellement position.

Christophe CHICLET

## 4. La littérature

La littérature religieuse de type byzantin, en vieux slave et, plus tard, en slave d'église sous diverses rédactions, commence à se développer en Macédoine vers la fin du ix<sup>e</sup> siècle, lorsque saint Clément et son compagnon saint Naum fondent à Ohrid l'un des premiers centres culturels et littéraires de l'histoire des Slaves, connu en slavistique sous le nom d'École littéraire d'Ohrid. Dès ses débuts, cette littérature connaît une ascension fulgurante, notamment grâce aux textes de saint Clément lui-même (prônes, panégyriques), qui deviennent très populaires chez les Slaves du Sud et de l'Est.

### • Sous le joug

Vient ensuite une période de stagnation, aggravée par la présence ottomane : en Macédoine, la littérature religieuse surviva, sans se renouveler, jusqu'au début du xix<sup>e</sup> siècle. C'est à cette époque seulement que se manifestent les premiers signes de modernisation. On assiste, entre autres, à une évolution de la langue littéraire, qui s'organise sur la base du parler populaire de Macédoine. Au xix<sup>e</sup> siècle, la conjoncture historique est peu favorable au développement de la littérature, qui reste modeste. On peut cependant citer les noms de Konstantin Miladinov (1830-1862), de Rajko Žinzifov (1839-1877) et de Grigor Prličev (1830-1893), qui ont laissé des traces dans le domaine de la poésie, et dont les écrits portent la marque d'une sorte de romantisme national. On retiendra surtout de cette époque qu'elle fut celle où se constitua par écrit tout un fonds de littérature populaire. Mais la question de la langue littéraire et de son unification reste ouverte jusqu'à ce que Krste Petkov Misirkov (1864-1924) la pose en termes précis, insistant sur la nécessité de fonder le macédonien littéraire sur les parlers du centre. C'est effectivement dans ce sens que se concevra la codification, mais le processus se poursuivra jusqu'en 1945, c'est-à-dire jusqu'après la création de la république de Macédoine dans le cadre de la fédération yougoslave, moment historique d'une importance capitale pour le développement de la littérature macédonienne contemporaine.

Auparavant, entre les deux guerres, on note un certain renouveau de l'activité littéraire parmi les

Macédoniens de Yougoslavie et de Bulgarie, encore que ni la nationalité ni la langue macédoniennes n'aient eu à ce moment-là d'existence officielle. En Yougoslavie, on peut voir sur la scène des pièces de Vasil Iljoski (né en 1901), d'Anton Panov (1906-1968) et de Risto Krle (1900-1975), inspirées de la vie populaire et marquées par le régionalisme. La figure dominante de l'époque est certainement celle de Kočo Racin (1908-1943), dont les poèmes, réunis en un recueil intitulé *Les Aubes blanches (Beli mugri)*, jouèrent un rôle considérable dans la création et le développement de la littérature macédonienne contemporaine.

Dans les années qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale, il y avait à Sofia, en Bulgarie, une société dite Cercle littéraire macédonien : c'est dans ce cadre qu'exercèrent leur activité des écrivains comme Nikola Vapcarov (1909-1942), qui écrivait en bulgare, Kole Nedelkovski (1912-1941), Venko Markovski... La tradition folklorique exerçait alors une influence considérable sur la littérature macédonienne, limitée presque exclusivement à deux genres, la poésie et le théâtre. Par ailleurs, la description du monde du travail et des conditions de vie de la nation macédonienne privée de ses droits témoigne de l'engagement social des auteurs.

Les textes en macédonien, pendant la Seconde Guerre mondiale, ne pouvaient être publiés que dans le cadre de la résistance antifasciste, clandestinement, ou par les soins des unités de partisans. Plusieurs écrivains disparurent dans la lutte de libération : citons entre autres les noms de Kočo Racin, Kole Nedelkovski, Mite Bogoevski (1919-1942), Aco Karamanov (1927-1944).

Blaze KONESKI

## • Polyphonie

Une fois créée la république populaire fédérative de Yougoslavie, en 1945, paraissent la première grammaire, puis la première revue littéraire *Le Jour nouveau*. L'université Cyrille et Méthode est fondée un an plus tard. Puis viennent le recueil de nouvelles *La Fusillade*, de Jovan Boškovski (1920-1968) et, en 1952, le roman *Le Village derrière les sept frênes* de Slavko Janevski (né en 1920). La littérature macédonienne n'échappe pas à la période du réalisme socialiste, mais, dès les années 1950, une nouvelle tendance bouleverse les conditions de la création littéraire. La confrontation entre lyrisme et rhétorique est remplacée par celle qui oppose réalisme et modernisme. L'ouverture aux courants littéraires mondiaux met fin au pragmatisme dogmatique sans jamais aller jusqu'à une imitation éclectique. C'est alors que paraît l'une des meilleures œuvres de la poésie macédonienne d'après guerre : *La Brodeuse* de Blaže Koneski (1921-1993), érudit et philologue qui fut aussi le codificateur de la langue. Aco Šopov (1923-1982) est l'un des chantres de l'intimisme de cette première génération ; Slavko Janevski, confronté au passé et à l'histoire, exprime sa protestation ouverte contre tout ce qui enchaîne et limite l'homme ; avec Mateja Matevski (né en 1929), une sensibilité nouvelle, empreinte d'une coloration surréaliste, et une nouvelle structure de langage s'imposent ; Gane Todorovski (né en 1929) apporte beaucoup à la transposition de l'héritage populaire dans une sensibilité moderne ; Anté Popovski (né en 1930) évoque le passé tragique de son peuple et fait éclater les cadres lexicaux et syntaxiques de la langue. Les années 1960 voient naître tout une pléiade de jeunes poètes de grand talent : Radovan Pavlovski (né en 1937) et Bogomil Djuzel (né en 1939) publient le premier manifeste poétique, *L'Épique mis aux voix*. Petre Andreevski (né en 1934), Vlada Urošević (né en 1934), Jovan Koteski (né en 1935), Mihail Redžov (né en 1936), Eftim Kletnikov (né en 1948), Katica Čulafkova (née en 1951), Miloš Lindro (né en 1952), Ljiljana Dirjan (née en 1953), Vera Čejkowska (née en 1954), chacun à sa façon, enrichissent la poésie macédonienne. Ces écrivains n'ont jamais rompu avec leurs racines, tout en restant largement ouverts aux divers courants de la poésie mondiale.

Le roman a connu une évolution très rapide. Après les pionniers, Slavko Janevski, Vlado Maleski (1919-1984) et Stale Popov (1900-1953), les années 1960 voient fleurir une nouvelle génération

« urbaine » et nourrie de l'avant-garde européenne. Dimitar Solev (né en 1930), Blagoja Ivanov (né en 1931), Vlada Urošević (né en 1934), Petre Andreevski (né en 1934). Puis Taško Georgievski (né en 1935) et Božin Pavlovski (né en 1940) qui abordent particulièrement la diaspora souffrante, Živko Čingo (1936-1988) qui laisse un témoignage inoubliable sur la répression et la bureaucratie de la société communiste, enfin Luan Starova (né en 1941) qui relate le destin tragique de l'homme balkanique, toujours à la recherche du temps perdu.

Parmi les dramaturges, il faut citer Kole Čašule (né en 1921), Tome Arsovski (né en 1928), Branko Pendovski (né en 1927), Jordan Plevneš (né en 1952) et surtout Goran Stefanovski (né en 1951), un talent de renommée internationale.

Quelques noms importants dans le domaine de la critique : Dimitar Mitrev (1919-1976), Milan Djurčinov (né en 1928), Aleksandar Spasov (né en 1925), Duško Nanevski (né en 1929), Gjordji Stardelov (né en 1930), Atanas Vangelov (né en 1946), Miodrag Drugovac (né en 1928).

Maria BEZANOVSKA

# MACÉDOINE Actualité (1990-2008)

Le 18 juin 1991, la Macédoine annonce son retrait de la fédération yougoslave et, lors d'un référendum, le 8 septembre, 90p. 100 des votants se prononcent pour l'indépendance. Quand, en décembre, la C.E.E. met sur pied un mécanisme de reconnaissance conditionnelle pour les républiques yougoslaves qui le désirent, la Croatie, la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine font acte de candidature. La reconnaissance de la Macédoine, dirigée par l'ex-communiste Kiro Gligorov, se fait plus difficilement que celle des trois autres républiques : la Grèce s'oppose en effet à ce qu'un pays voisin porte le nom d'une de ses provinces et refuse de voir dans l'absence d'ambitions territoriales un gage suffisant de bon voisinage. En novembre 1992, des heurts entre la police et la minorité albanaise incitent la C.E.E. à proposer son aide économique avant que les conflits ne s'étendent.

La situation économique reste toutefois tendue en raison de l'embargo contre la Serbie et le Monténégro et de l'hostilité de la Grèce : la production industrielle a diminué de moitié depuis 1989, et l'agriculture ne peut suffire aux besoins de la république. Le denar, monnaie de transition introduite en avril 1992, est laissé libre de flotter en mai 1993, ce qui permet d'assouplir les taux d'intérêt.

Le 8 avril 1993, le pays est admis à l'O.N.U. sous le nom d'ex-république yougoslave de Macédoine. Mais ce n'est qu'en décembre que six pays de l'Union européenne (Allemagne, Danemark, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas) établissent des relations diplomatiques avec lui (les États-Unis suivent en janvier 1994). Le 16 février 1994, la Grèce décide un blocus contre la Macédoine, afin de la contraindre à changer son nom, son drapeau et sa Constitution, tous trois objets de litige. Le 18, l'Albanie, l'Italie, la Bulgarie et la Turquie lui ouvrent un couloir routier et ferroviaire.

Le 16 octobre 1994, le président sortant Kiro Gligorov, candidat de la coalition de gauche au pouvoir, remporte la première élection présidentielle organisée depuis l'indépendance du pays, avec 52,6p. 100 des suffrages. Son principal adversaire, qui obtient 14,5p. 100 des voix, était Ljubisa Georgijevski, candidat de la première formation d'opposition, le Parti démocrate pour l'unité nationale macédonienne (extrême droite). Les observateurs internationaux dénoncent de nombreuses irrégularités. L'opposition boycotte le second tour des élections législatives, le 30. L'Alliance pour la Macédoine, au pouvoir, remporte 94 sièges sur 120, et les deux formations représentant les Albanais, 16. Le Premier ministre sortant, Branko Crvenkovski, forme le nouveau gouvernement.

En 1994, Skopje engage une politique budgétaire et monétaire restrictive, en accord avec le F.M.I.

Le 13 septembre 1995, la Grèce et la Macédoine signent, au siège de l'O.N.U. à Genève et sous la pression des États-Unis, un accord qui met fin à leur différend. Skopje s'engage à modifier son drapeau et les clauses litigieuses de sa Constitution en échange de la levée de l'embargo grec. Le problème du nom de l'« ex-république yougoslave de Macédoine » n'est pas réglé. Athènes lèvera comme prévu son embargo le 14 octobre. Le 3 octobre, le président Gligorov est grièvement blessé dans un attentat à la bombe à Skopje. Le président de l'Assemblée, Stojan Andov, devient constitutionnellement chef de l'État par intérim.

En octobre, la Macédoine adhère au Conseil de l'Europe et à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (O.S.C.E.), ainsi qu'au « Partenariat pour la paix » de l'O.T.A.N.

En 1995, l'économie macédonienne, asphyxiée par l'embargo grec, connaît une grave récession.

Le 8 avril 1996, Skopje et Belgrade signent un traité de reconnaissance mutuelle et, dans la foulée, rétablissent leurs relations commerciales. L'économie macédonienne sort de son isolement et consolide ainsi les premiers résultats de sa politique de réformes.

En 1997, l'économie stagne en raison de la dégradation des structures économiques et de l'absence d'investissements. Le programme de privatisations se poursuit, mais peu d'entreprises privatisées bénéficient d'augmentation de capital. L'explosion de la consommation intérieure creuse le déficit commercial. Le taux de chômage demeure très élevé.

Le 1er novembre 1998, l'opposition de droite remporte les élections législatives. Le bloc formé des partis Organisation révolutionnaire intérieure de Macédoine-Parti démocratique pour l'unité nationale (V.M.R.O.-D.P.M.N.E.) de Ljupco Georgievski et Alternative démocratique de Vasil Tupurkovski obtient 38,8p. 100 des voix et 59 sièges sur 120 au Parlement. Au pouvoir depuis l'indépendance, en octobre 1991, l'Union sociale-démocrate de Macédoine (S.D.S.M., ex-communiste) du Premier ministre Branko Crvenkovski ne remporte que 25,1p. 100 des voix et 29 sièges (— 30 par rapport au précédent scrutin d'octobre 1994). Le 30, le nouveau Parlement investit le gouvernement formé par Ljupco Georgievski.

Le 10 décembre, la force européenne d'extraction, de 1 800 hommes, destinée à protéger les observateurs de l'O.S.C.E. qui sont déployés dans le Kosovo yougoslave se met en place à Kumanovo, en Macédoine.

Au printemps de 1999, la Macédoine est déstabilisée par la guerre au Kosovo. En un mois, 300 000 réfugiés, soit l'équivalent de 15p. 100 de sa population, affluent sur son territoire. La fin du conflit, en juin, et le retour rapide des réfugiés au Kosovo évitent l'explosion du pays. Mais la croissance, que les prévisions estimaient de l'ordre de 6p. 100, est négative. Le conflit entraîne 630 millions de dollars de pertes financières alors que le pays ne reçoit que 42 millions de dollars d'aide occidentale.



Le 14 novembre, le candidat de la majorité gouvernementale, Boris Trajkovski, remporte le second tour de l'élection présidentielle, avec 53p. 100 des suffrages. Vice-ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Ljupco Georgievski, Boris Trajkovski appartient au V.M.R.O.-D.P.M.N.E. Il était opposé à Tito Petkovski, candidat du S.D.S.M. Boris Trajkovski doit remplacer Kiro Gligorov, qui ne se représentait pas.

Le 4 mars 2001, trois soldats macédoniens sont tués par des militants de l'Armée de libération nationale de Macédoine (U.Ç.K.M.) qui sévit depuis quelques mois à la frontière entre la Macédoine et le Kosovo yougoslave. À partir du 14, des combats opposent l'armée macédonienne aux rebelles albanais autour de Tetovo, deuxième ville du pays, peuplée à 80p. 100 d'Albanais.

Le 9 avril, la Macédoine et l'Union européenne signent un accord de stabilisation et d'association qui fait de Skopje un candidat potentiel à l'entrée dans l'Union. L'accord lie l'octroi d'avantages économiques au respect de la démocratie, des droits de l'homme et de l'économie de marché.

Le 3 mai, après un mois d'accalmie, l'armée lance une nouvelle offensive contre des positions tenues par l'U.Ç.K.M. Le 8, sous la pression de l'Union européenne et de l'O.T.A.N., les partis slaves et albanais s'entendent, dans l'attente d'élections, sur la formation d'un gouvernement provisoire d'union nationale qui est constitué le 11.



Le 5 juillet, le gouvernement et la guérilla albanaise de l'U.Ç.K.M. concluent, sous l'égide de l'O.T.A.N., un accord de cessez-le-feu qui prévoit le déploiement de troupes de l'Alliance atlantique.

Le 13 août, les quatre partis membres de la coalition signent un accord politique. La langue albanaise est reconnue comme seconde langue officielle dans les zones où la population est composée de plus de 20p. 100 d'albanophones. La proportion d'Albanais dans les rangs de la police sera égale au taux d'Albanais dans la population totale – 23p. 100. Le poids politique des Albanais au Parlement doit être accru. Le texte prévoit aussi le désarmement de l'U.Ç.K.M. et l'amnistie des crimes ne relevant pas du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Le 21, le cessez-le-feu étant globalement respecté, l'O.T.A.N. décide le lancement de l'opération de désarmement Moisson essentielle qui prendra fin le 26 septembre. L'opération Renard roux lui succède, chargée d'assurer la sécurité des observateurs civils de l'O.S.C.E. en Europe qui doivent veiller à la mise en œuvre du plan de paix.

Le 16 novembre, une nouvelle Constitution accordant plus de droits à la minorité albanophone est proclamée.

Les troubles annulent les effets du retour à la croissance enregistrés en 2000 et les indicateurs économiques repassent au rouge. Les espoirs de relance sont suspendus à l'aide internationale.

Le 15 septembre 2002, l'opposition remporte les élections législatives anticipées. La coalition Ensemble pour la Macédoine, formée par le S.D.S.M. de l'ancien Premier ministre Branko Crvenkovski et le Parti libéral-démocrate, manque d'1 siège la majorité absolue, avec 40,5p. 100 des suffrages et 60 élus sur 120. Elle devance la coalition conservatrice composée par les nationalistes macédoniens du V.M.R.O.-D.P.M.N.E. et le Parti libéral, qui obtiennent 24,4p. 100 des suffrages et 33 sièges. La première formation représentant la minorité albanaise est l'Union démocratique pour l'intégration, de l'ancien chef de l'U.Ç.K.M., Ali Ahmeti, qui recueille 11,9p. 100 des voix et remporte 16 sièges. Les partis albanais ont 10 autres élus, dont 7 pour le Parti démocratique albanais allié au V.M.R.O.-D.M.P.N.E. dans le gouvernement sortant. Les observateurs européens jugent le scrutin régulier. Le taux de participation s'élève à 73,5p. 100. Branko Crvenkovski sera nommé Premier ministre.

Le chômage, qui toucherait la moitié de la population active, demeure le principal problème pour le nouveau gouvernement, ainsi que les lourdes conséquences du conflit de l'année précédente.

Le 31 mars 2003, des forces de l'Union européenne prennent le relais de celles de l'O.T.A.N. Cette première opération militaire européenne, baptisée Concordia, est placée sous commandement français pour une durée initiale de six mois. Elle sera prolongée jusqu'en décembre. Exacerbées par les difficultés économiques, les tensions intercommunautaires demeurent vives.

Le 26 février 2004, le président Trajkovski est tué dans la chute de son avion près de Mostar, en Bosnie-Herzégovine. La demande officielle d'adhésion de son pays à l'Union européenne, qu'il venait de signer, est présentée le jour même à Dublin.

Le 28 avril, le Premier ministre Branko Crvenkovski est élu président de la République avec 62,7p. 100 des suffrages. Il était opposé à Sasko Kedev, candidat du V.M.R.O.-D.P.M.N.E. Aucun des deux candidats représentant la forte minorité albanaise n'était présent au second tour.

Le 3 novembre, les États-Unis reconnaissent le pays sous le nom de « Macédoine », que la Grèce lui refuse.

Le 7 novembre, un référendum est organisé sur l'initiative du V.M.R.O.-D.P.M.N.E., en vue de repousser un projet de loi de décentralisation, point clé de l'accord de paix de 2001, mais considéré par les nationalistes comme trop favorable à la minorité albanaise. La consultation échoue faute d'une participation suffisante.

Les 13 et 27 mars 2005 ont lieu les premières élections municipales depuis le vote par le Parlement, l'été précédent, de la loi de décentralisation, très contestée. L'O.S.C.E. dénonce des violences et de graves irrégularités lors des deux scrutins.

Les 15 et 16 décembre, le Conseil européen réuni à Bruxelles accorde à la Macédoine le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne.

Le 5 juillet 2006, la coalition de centre droit dirigée par le V.M.R.O.-D.P.M.N.E. de Nicola Gruevski remporte les élections législatives avec 44 élus sur 120. Elle devance la coalition conduite par la S.D.S.M. du Premier ministre sortant Vlado Buckovski, qui totalise 32 sièges, et les partis albanais qui, ensemble, n'en obtiennent que 24. Le 28, Nicola Gruevski est chargé par le président Branko Crvenkovski de former le gouvernement. Il prend ses fonctions le 26 août.

Le 2 avril 2008, lors du sommet de l'Alliance atlantique qui se tient à Bucarest, contrairement aux désirs de Washington, le statut de candidat à l'O.T.A.N. n'est pas accordé à la Macédoine, toujours en butte à l'opposition de la Grèce qui refuse de reconnaître le pays sous ce nom.

Le 1er juin, la coalition conduite par le V.M.R.O.-D.P.M.N.E. du Premier ministre Nicola Gruevski remporte la majorité absolue au Parlement lors des élections législatives, avec 63 sièges sur 120. La coalition menée par la S.D.S.M. obtient 27 élus. Le taux de participation est de 57p. 100.